

Lutte contre l'itinérance :

À l'approche du 1^{er} juillet, Ottawa doit faire sa part

Ottawa, 16 juin 2026 – Les porte-parole du Bloc Québécois en matière de Solidarité sociale et de Logement, Gabriel Ste-Marie, et de Développement social, Andréanne Larouche, appellent le gouvernement libéral de Mark Carney à faire sa part en matière de financement de la lutte contre l'itinérance. Alors que plusieurs villes sont forcées d'augmenter drastiquement les ressources pour faire face à la crise de l'itinérance, Ottawa n'a pas bougé d'un iota son financement dédié à une crise qui se ressent maintenant dans toutes les régions du Québec.

« Partout au Québec, l'itinérance explose, ce qui force nos villes et villages à augmenter drastiquement les ressources dédiées. Malgré cela, Ottawa reste impassible et n'augmente pas son financement, se limitant seulement à renouveler pour deux ans un programme existant, le Programme de réponse aux campements et aux crises (PRCC), qu'il prévoyait préalablement supprimer. Les besoins sont énormes et, encore une fois, Ottawa est complètement déconnecté de la réalité du terrain. Alors que le 1er juillet approche et que plusieurs organismes communautaires sonnent l'alarme, nous appelons les libéraux à faire preuve d'un minimum d'humanité et à faire leur part en matière de lutte contre l'itinérance, en transférant des sommes au Québec pour ce faire », réclame Gabriel Ste-Marie.

À deux semaines du 1er juillet, des organismes communautaires à Saguenay, en Estrie, en Abitibi-Témiscamingue, sur la Rive-Sud de Montréal et dans Lanaudière ont tous sonné l'alarme face au nombre de locataires désemparés. Questionné à ce sujet mardi à la Chambre des communes, le gouvernement s'est contenté d'accuser le Bloc de « politiser » l'enjeu.

« Ottawa ne peut simplement ignorer la crise. Dans toutes les régions du Québec, il y a des organismes communautaires qui luttent pour aider les personnes en situation d'itinérance et qui ont besoin de sommes supplémentaires immédiates et récurrentes pour pouvoir accomplir pleinement leur travail. Le gouvernement fédéral doit les aider. Nous croyons aussi qu'Ottawa doit financer adéquatement les initiatives de logement social, via un transfert au Québec, pour permettre l'essor de logements hors marché et tendre à la cible de 20 % de logements sociaux pour garantir une véritable abordabilité et contrer la crise du logement », insiste Andréanne Larouche.

-30-

Source :
Julien Coulombe-Bonnafous
Attaché de presse
Bloc Québécois
613 402-0443